

Résumé de la 71e réunion du groupe de travail du comité de politique économique de l'OCDE (Paris, 18 et 19 octobre 1971)

Légende: Les 18 et 19 octobre 1971, face à la décision américaine de suspendre la convertibilité en or du dollar, le groupe de travail du comité de politique économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) présente un rapport dans lequel est évaluée l'ampleur de l'ajustement requis dans la balance des paiements des États-Unis et les implications qui en découlent pour les autres pays.

Source: Archives familiales Pierre Werner, Luxembourg.

71ème réunion du Groupe de Travail n°3 du Comité de Politique Economique de l'OCDE (Paris, 18 et 19 octobre 1971).
Paris: OCDE, 22.10.1971.

Copyright: (c) Archives familiales Pierre Werner

URL:

http://www.cvce.eu/obj/resume_de_la_71e_reunion_du_groupe_de_travail_du_comite_de_politique_economique_de_l_ocde_paris_18_et_19_octobre_1971-fr-950bf80d-474b-4802-9b7b-905270631b7d.html

Date de dernière mise à jour: 26/11/2012



00111 - 08002

Paris, le 22 OCT. 1971

CONFIDENTIEL

B.16.91 / E.26

N° 2548

d'ordre : 876-

Annexe

Monsieur Roger OCKRENT
Ambassadeur, Représentant Permanent
de la Belgique auprès de l'OCDE
à

Monsieur Henri FAYAT
Ministre du Commerce Extérieur
à BRUXELLES

Copie à :

- S.OO
- Cab.A.E.
- Min.Fin.
- B.N.B.
- Bonn
- Ottawa
- Washington
- Paris
- Rome
- Tokyo
- La Haye
- Londres
- Stockholm
- Berne
- C.E.E.

Objet : 71ème réunion du Groupe de Travail n° 3 du Comité
de Politique Economique de l'OCDE - Paris, les
18 et 19 octobre 1971. (1)

Résumé :

Des différences importantes se sont manifestées quant à l'estimation du redressement nécessaire ou désirable de la balance des paiements américaine. Les autorités américaines maintiennent leur objectif de \$ 13 milliards ; le Secrétariat de l'OCDE et le Staff du FMI proposent un swing de l'ordre de \$ 8 milliards ; les principaux partenaires pris dans leur ensemble estiment ne pouvoir supporter qu'un redressement de \$ 2,5 / 3 milliards, bien qu'un ajustement pareil ne soit probablement inférieur à celui qui a déjà été opéré par le marché sous l'effet de la surcharge américaine de 10 % et l'appréciation des différentes monnaies par rapport au dollar. Parmi les principaux partenaires des Etats-Unis, seule l'Allemagne a pu accepter les estimations du Secrétariat, soit une contribution au swing américain de \$ 1 ¼ milliard environ ; la France, l'Italie et le Canada ne pourront supporter aucune charge, tandis que le Japon souhaite limiter la sienne à \$ 1 milliard au lieu de 3 ¼ milliards proposée par le Secrétariat.

Le Groupe a estimé qu'il n'était pas mandaté pour poursuivre les efforts en vue de rapprocher les différentes positions, rapprochement pour lequel les conditions ne semblaient d'ailleurs pas être réunies. Le Président du Groupe a donc rapporté aux Suppléants des Dix et rapportera aux Ministres ces différentes positions.

....

(1) Cf. mon télégramme n° 239 du 20/10/71

- 2 -

1. Le Groupe de Travail n° 3 du Comité de Politique Economique s'est réuni le 18 octobre et dans la matinée du 19 sous la présidence de M. Emminger. La liste des participants figure en annexe 1 au présent rapport.

2. La tâche confiée au Groupe de Travail n° 3 par le Groupe des Dix consistait à évaluer l'ampleur de l'ajustement requis dans la balance des paiements des Etats-Unis et les implications qui en découlent pour les autres pays (1). A cette fin, le Groupe a pu se baser sur un document substantiel préparé par le Secrétariat (CPE/WP3(71)17) et sur des estimations établies par les services du FMI.

Le présent rapport comporte dans une première partie l'examen par le Groupe des estimations du redressement nécessaire ou du "swing" de la balance des paiements américaine établies par le Secrétariat de l'OCDE, le staff du FMI et les autorités américaines ainsi que l'évaluation par les principaux partenaires des Etats-Unis de la charge qu'ils pourraient supporter pour contribuer à ce redressement. La deuxième partie du rapport contient les conclusions que les membres du Groupe ont tiré des différentes estimations, en particulier du point de vue des perspectives pour les négociations sur un réalignement des parités.

....

(1) Cf. Communiqué de Presse de la réunion du Groupe des Dix des 15 et 16 septembre 1971.

I - LES DIFFERENTES ESTIMATIONS DU REDRESSEMENT NECESSAIRE
DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMERICAINE

a) Estimations du Secrétariat de l'OCDE et du FMI :
\$ 8 milliards

3. Le Secrétariat évalue le redressement nécessaire de la balance des paiements des Etats-Unis à \$ 8 milliards, qui comporte l'élimination d'un déficit courant "ajusté" (1) prévisible en 1972 de \$ 2 milliards et la réalisation d'un excédent courant pour cette même année de \$ 6 milliards. Les services du FMI arrivent au même résultat de \$ 8 milliards par la prévision d'un déficit courant "ajusté" en 1972 de \$ 2,8 milliards et l'estimation d'un excédent courant souhaitable de \$ 5,2 milliards. Ces estimations du Secrétariat de l'OCDE, respectivement du staff du FMI ont été obtenues par une révision de l'objectif des autorités américaines de réaliser un "swing" de \$ 13 milliards.

4. Les arguments que le Secrétariat présente en faveur de son estimation de \$ 8 milliards peuvent se résumer comme suit :

a) L'estimation américaine d'un déficit courant "ajusté" en 1972 de \$ 4 milliards repose sur une appréciation trop pessimiste de la tendance fondamentale en 1971, et ne tient pas suffisamment compte des facteurs exceptionnels, comme les risques de grève aux Etats-Unis et l'incertitude monétaire, qui ont entraîné un gonflement des importations en 1970 et surtout au 1er semestre de 1971. Selon le

....

(1) Balance courante "ajustée" = "cyclically adjusted current balance" : il s'agit de la balance courante qui est corrigée pour les variations cycliques et les facteurs jugés temporaires et exceptionnels.

- 4 -

Secrétariat, les estimations américaines pour des déficits courants ajustés de \$ 2,75 milliards en 1971 et de \$ 4 milliards en 1972 impliquent une détérioration trop brutale de la position compétitive des Etats-Unis et ne tiennent pas compte de l'amélioration récente dans le domaine des prix et de la possibilité d'un statu-quo, sinon une réduction des dépenses militaires en 1972.

b) L'objectif américain d'un excédent courant de \$ 9 milliards en 1972 est trop élevé et peut être réduit à \$ 6 milliards.

- Les autorités américaines poursuivent un excédent de la balance de base de l'ordre de \$ 2 milliards afin de disposer d'une marge de sécurité. Or, prévoir dès maintenant un excédent pareil paraît à la fois peu utile et peu approprié puisque le regain de confiance dans le dollar dépend davantage d'un renversement substantiel de la tendance actuelle - ce qui pourrait aller de pair avec un reflux de capitaux à court terme vers les Etats-Unis -, de la mise sur pied d'arrangements appropriés sur le sort des "dollar balances" actuels et des progrès dans la réforme du système monétaire international en général.
- L'objectif d'un excédent courant de \$ 6 milliards, au lieu de \$ 9 milliards, paraît plus acceptable du point de vue de la charge d'ajustement incombant aux autres partenaires des Etats-Unis : l'objectif de \$ 6 milliards représente environ 50 % de l'excédent courant total des pays industrialisés, tandis que celui de \$ 9 milliards absorberait à peu près 75 % de cet excédent global ; il permettrait à tous les pays Membres du Groupe, à l'exception du Canada, de rester en excédent ; les excédents se situeraient entre 0,3 et 0,7 % du PNB - sauf pour la Belgique dont le surplus pourrait toujours atteindre 0,9 % de son PNB - et seraient donc répartis d'une façon assez équitable.

....

b) Maintien par les autorités américaines de leur objectif de \$ 13 milliards

5. M. Volcker a réaffirmé la volonté des autorités américaines de réaliser un swing de \$ 13 milliards. Cet objectif ayant déjà été exposé et discuté au Groupe des Dix, M. Volcker s'est concentré sur les points de divergence entre les estimations américaines et celles du Secrétariat :

- L'ajustement cyclique négatif opéré par le Secrétariat est insuffisant selon les experts américains. La sous-utilisation des ressources aux Etats-Unis dépasse largement la situation moyenne des autres pays tandis que, à l'exception du risque de grèves dans le secteur de la sidérurgie, aucun autre facteur exceptionnel ou temporaire ne permet d'expliquer la détérioration rapide de la balance commerciale au cours des six derniers mois. Par ailleurs ces facteurs peuvent affecter aussi bien les exportations que les importations et n'ont donc pas nécessairement un effet net sur la balance commerciale.
- la réduction sensible de l'objectif d'un excédent courant de \$ 9 milliards en 1972 est encore moins acceptable pour les autorités américaines. Celles-ci font valoir qu'un excédent de \$ 6 milliards ne couvre que les sorties nettes de capitaux à long terme et laisserait subsister un déficit de la balance de base. Ce déficit proviendrait des soldes négatifs traditionnels de \$ 1 milliard pour les erreurs et les omissions et de \$ 0,5 milliard pour des sorties de capitaux ^{/non liquides/} à court terme, qui trouvent leur origine dans les méthodes établies en matière de financement bancaire. Afin d'assurer une situation d'équilibre, il convient donc de poursuivre un excédent courant de \$ 8,5 milliards, ou de \$ 9 milliards si l'on prend une marge de sécurité supplémentaire, ce qui est jugé légitime par les autorités américaines, tout au moins pour la période initiale.

....

- l'argument du Secrétariat - repris par la plupart des membres du Groupe - selon lequel un excédent courant américain de \$ 9 milliards absorberait une part excessive de l'excédent courant probable de \$ 11 milliards environ de l'OCDE avec le tiers monde est, selon M. Volcker, contredit par la situation qui a prévalu pendant la première moitié des années 60. Pendant cette période, les partenaires des Etats-Unis se sont non seulement accommodés d'une situation qu'ils jugent maintenant inacceptable, mais ont même considéré celle-ci comme un facteur indispensable de l'équilibre international. En plus, il n'y a aucune raison pour réserver à peu près la moitié de l'excédent courant global de l'OCDE - par exemple \$ 5 milliards sur \$ 11 milliards - aux partenaires des Etats-Unis aussi longtemps que plusieurs d'entr'eux comme le Canada et la France resteront des importateurs nets de capitaux à long terme.

6. La fixation de l'objectif d'un excédent courant dépassant de \$ 2 milliards environ les sorties nettes de capitaux à long terme a fait l'objet de plusieurs interventions. Il a été observé - comme l'a fait d'ailleurs le Secrétariat - qu'un excédent pareil ne pourrait aucunement assurer le renforcement de la position monétaire extérieure compte tenu du volume important de "dollar balances" (M. Ossola) ; en plus la seule amélioration de la balance des paiements américaine devrait entraîner un reflux considérable de capitaux à court terme vers les Etats-Unis et donc réduire l'ampleur du redressement nécessaire (MM. Ossola, Neale, Kessler). Selon M. Volcker, il s'agit ici d'un cercle vicieux puisque le reflux des capitaux à court terme présuppose un accord sur un programme de redressement convaincant et donc suffisamment ambitieux.

7. Plusieurs membres du Groupe estiment aussi que ni les autorités américaines, ni le Secrétariat n'ont suffisamment exploré les possibilités d'ajustement dans le domaine des mouvements de capitaux à long terme. Le maintien au niveau de \$ 6 milliards

....

- 7 -

des sorties nettes de capitaux à long terme des Etats-Unis ne peut être considéré comme une hypothèse invariable, mais doit faire l'objet d'une analyse plus approfondie qui porterait sur les diverses composantes du compte capital des Etats-Unis (MM. Pierre-Brossolette, Ossola, Neale).

c) Estimation du swing jugé acceptable par les principaux partenaires des Etats-Unis : \$ 2,5 à 3 milliards

8. Prenant comme point de départ un swing nécessaire de \$ 8 milliards, le Secrétariat avait évalué la charge d'ajustement qui incomberait aux partenaires des Etats-Unis sur base de l'écart entre les prévisions pour les balances courantes "ajustées" de ces pays en 1972 et les balances courantes qui reflèteraient un équilibre raisonnable pour cette année du point de vue international. Le résultat de cet exercice figure dans le tableau suivant :

Charge d'ajustement incombant aux partenaires des Etats-Unis pour réaliser un swing de \$ 8 milliards

(en milliards de \$)

	Balances courantes ajustée en 1972	Balances courantes souhaitables en 1972 (a)	Ajustements nécessaires
	(1)	(2)	(3)
Etats-Unis	- 2	6	8
Royaume-Uni	1	1	-
France	1 ¼	½	- ¾
Allemagne	2 ½	1 ¼	- 1 ¼
Italie	1 ¼	½	- ¾
U.E.B.L.	½	¼	- ¼
Pays-Bas	¼	¼	-
Total CEE	6	2 ¾	- 3 ¼
Canada	½	-	- ½
Japon	5	1 ¾	- 3 ¼
Autres OCDE	½	- ½	- 1
<u>Total OCDE</u>	11	11	-

(a) Il s'agit des balances courantes qui reflèteraient un équilibre raisonnable en 1972, compte tenu d'un excédent courant des Etats-Unis de \$ 6 milliards, soit l'objectif proposé par le Secrétariat. Sur

9. Les réactions des membres du Groupe aux estimations du Secrétariat sur la part qui leur est attribuée dans la charge d'un swing de \$ 8 milliards ont permis de se rendre compte de l'écart important entre le swing proposé par le Secrétariat et a fortiori le swing demandé par les autorités américaines, d'une part, et celui jugé acceptable par les principaux partenaires des Etats-Unis, d'autre part.

10. La délégation française (MM. Pierre-Brossolette et de La Rosière) a fortement critiqué les prévisions du Secrétariat pour la balance courante "ajustée" et la position souhaitable de la France en 1972. Selon les experts français, la prévision d'un excédent courant ajusté de \$ 1,25 milliard en 1972 n'a aucun fondement et doit être remplacée par celle d'un équilibre approximatif. En effet, déjà pour le premier semestre de 1971, dont le résultat est pris en considération pour établir la prévision pour 1972, le Secrétariat a commis une erreur de \$ 0,7 milliard puisque la balance courante de la France a atteint un déficit en termes annuels de \$ 0,3 milliards au lieu d'un excédent de \$ 0,4 milliard enregistré par le Secrétariat. Si l'on considère que ce résultat moins favorable est intervenu malgré un développement satisfaisant des exportations en particulier vers l'Allemagne, il faut s'étonner d'un ajustement cyclique de la balance courante vers le haut opéré par le Secrétariat pour le reste de l'année 1971 et pour l'année 1972. Les autorités françaises prévoient donc un équilibre de la balance courante ajustée en 1972, ce qui correspond à leur objectif et exclut une contribution au redressement américain.

....

.....
demande de la délégation américaine, le Secrétariat a aussi soumis au Groupe des calculs qui tiennent compte d'excédents courants américains en 1972 de \$ 7 milliards et de \$ 9 milliards, mais ces calculs n'ont pu être pris en considération par les autres membres du Groupe lors de la préparation de la réunion.

- 9 -

11. Selon le délégué du Japon (M. Kashiwagi), la prévision par le Secrétariat d'un excédent courant ajusté de \$ 5 milliards en 1972 est trop élevé puisqu'elle comporte une extrapolation du boom des investissements privés enregistré pendant la période 1966 - 1970. Or, l'affaiblissement de ce phénomène, qui a été à l'origine de l'accroissement récent spectaculaire des exportations japonaises, permet de ne prévoir qu'un excédent courant ajusté en 1972 de l'ordre de \$ 3-4 milliards au lieu de \$ 5 milliards. Quant à l'objectif pour 1972, les autorités japonaises jugent un excédent de \$ 2,5 à \$ 3 milliards compatible avec leur politique en matière d'aide qui est axée sur un accroissement rapide des apports japonais aux pays en voie de développement. Dans ces conditions, les autorités japonaises estiment pouvoir supporter une détérioration de leur balance courante de \$ 1 milliard seulement contre \$ 3,25 milliards prévus par le Secrétariat de l'OCDE et le FMI.

12. L'Italie ne peut accepter une contribution au swing américain - contribution que le Secrétariat avait évalué à \$ 0,75 milliard - pour les deux raisons suivantes :

- L'excédent courant ajusté en 1972 n'atteindra probablement que \$ 0,8 milliard au lieu de \$ 1,25 milliard prévu par le Secrétariat. L'estimation italienne qui correspond d'ailleurs à celle du FMI, repose sur le taux actuellement élevé de sous-utilisation des ressources et l'accroissement rapide des coûts à la suite des difficultés sociales.
- Il est impossible d'accepter un objectif pour l'excédent courant qui serait inférieur à \$ 0,8 milliard compte tenu du déficit structurel des opérations en capital. Même un renforcement des contrôles ne permet pas d'envisager l'élimination ou une réduction sensible de ce déficit dans un délai rapide.

.....

- 10 -

13. Selon les représentants du Canada, l'estimation par le Secrétariat d'un excédent courant ajusté en 1972 de \$ 0,5 milliard correspond non seulement à la prévision des experts canadiens, mais aussi à l'objectif des autorités canadiennes ce qui exclut la possibilité d'une contribution canadienne. Le Groupe a été quelque peu surpris par l'objectif canadien d'un excédent courant étant donné que le Canada a été jusqu'ici un importateur net de capitaux pour des montants considérables, en particulier en provenance des Etats-Unis. Il faut donc espérer un changement important dans la politique canadienne en matière de mouvements de capitaux, soit par l'instauration de contrôles, soit par un recours à la politique monétaire.

14. Le Délégué du Royaume-Uni estime que le Secrétariat donne une interprétation trop favorable de la balance des paiements de son pays, mais s'est déclaré incapable de corriger les chiffres. La prévision d'un excédent courant ajusté de \$ 1 milliard en 1972 est certainement trop optimiste, compte tenu de la perte de compétitivité qui se traduit notamment par une hausse actuelle des prix à l'exportation de 9 % par an, contre 3 % à l'étranger. La délégation anglaise reproche au Secrétariat de n'avoir tenu compte ni de l'évolution prévisible des positions compétitives des différents pays, ni du coût de l'entrée du Royaume-Uni à la CEE. De l'autre côté, l'objectif d'un excédent courant de \$ 1 milliard en 1972 est trop modeste parce qu'il serait largement dépassé par les sorties au titre de l'aide et des crédits à l'exportation.

15. Parmi les représentants des grands pays, le Délégué allemand a fait exception à la règle en déclarant que ses autorités sont prêtes à accepter la charge de \$ 1,25 milliard qui leur est attribuée par le Secrétariat, pour autant que les autres pays fassent aussi un effort.

....

16. Les Pays-Bas (M. Ovit) peuvent accepter, dans leurs grandes lignes, les estimations du Secrétariat qui ne leur impose aucune contribution ; quant à la Belgique, M. Janson a constaté que si les estimations ne posent pas de problèmes énormes, elles semblent comporter néanmoins certaines anomalies quant à la répartition de la charge. Par exemple, l'hypothèse d'un excédent courant des Etats-Unis de \$ 9 milliards entraînerait la disparition totale de l'excédent de la Belgique, ce qui soulève immédiatement la question du financement des exportations de capitaux.

17. Sur la base des interventions précédentes, le redressement de la balance des paiements américaine ne pourrait dépasser \$ 3 milliards. En effet, la France, l'Italie, le Canada et le Royaume-Uni estiment ne pouvoir supporter aucune détérioration de leur balance des paiements ; la charge du Japon serait limitée à \$ 1 milliard et l'Allemagne serait le principal contribuant avec \$ 1,25 milliard.

....

II - CONCLUSIONS QUE LE GROUPE A TIREES DES DIFFERENTES ESTIMATIONS

18. M. Emminger a souligné l'intérêt des estimations correspondantes du Secrétariat de l'OCDE et du Staff du FMI sur le swing nécessaire et a appelé l'attention sur la difficulté, voire l'impossibilité d'arriver à un ensemble cohérent de balances courantes à partir des positions nationales actuelles.

Sur la base des estimations nationales, y compris celle des Etats-Unis, l'excédent courant "ajusté" de l'OCDE avec le reste du monde n'atteindrait que \$ 5,5 milliards environ en 1972, tandis que les objectifs des balances courantes pour cette même année pris dans leur ensemble s'élèvent à \$ 15 milliards. Ces chiffres s'écartent sensiblement de la prévision du Secrétariat d'un excédent courant de l'OCDE avec le reste du monde de l'ordre de \$ 11 milliards en 1972. La sous-estimation des excédents courants ajustés en 1972 pourrait s'expliquer dans une certaine mesure par la tendance des experts nationaux à prendre en considération de façon trop exclusive la conjoncture nationale pour la correction des variations cycliques dans leurs balances courantes. Quant à la fixation d'objectifs trop ambitieux, certains pays ne semblent pas tenir suffisamment compte des limites qui sont imposées à l'accroissement de l'excédent courant de l'OCDE dans son ensemble. Cet excédent total de \$ 11 milliards n'est ni un chiffre magique, ni un maximum absolu ; il est toutefois peu probable que, par exemple, les pays producteurs de pétrole qui disposent d'importantes réserves, accepteront une réduction de leurs excédents courants. En revanche, il faut plutôt s'attendre à une détérioration des balances courantes des pays européens sous l'effet des importations de pétrole.

19. M. Dow (Secrétariat) doute que les divergences de vues soient dues en ordre principal à des problèmes de caractère technique. Il s'agit sans doute d'un manque de volonté de certains pays de procéder d'ores et déjà à un rapprochement des différentes positions.

....

- 13 -

M. Dow a aussi observé de façon très pertinente que le swing maximal de \$ 3 milliards que les principaux partenaires estiment pouvoir supporter est inférieur - et ne représente peut-être que la moitié - de l'ajustement qui s'est déjà produit sous l'effet de la surtaxe et de l'appréciation des différentes monnaies par rapport au dollar. Cette situation assez paradoxale et l'écart anormalement important entre les trois séries d'estimations laissent subsister, selon M. Dow, la possibilité de trouver - éventuellement dans un stade ultérieur - un compromis dans les fourchettes de 5 à 10 milliards ou de 6 à 11 milliards.

20. Le délégué de la Suède s'est montré plus sceptique que M. Dow en mettant l'accent sur le résultat négatif de la réunion qu'il considérait comme une étape de la négociation. Ceci a toutefois été contesté par la majorité des membres qui ont estimé que le Groupe devrait se résigner à avoir des chiffres divergents, s'abstenir de tout effort supplémentaire de rapprochement des différentes positions et de soumettre celles-ci aux Ministres.

Selon MM. Pierre-Brossolette, Lawson et Neale, le résultat plutôt décevant n'est guère surprenant. Les estimations du Secrétariat comportent un nombre trop élevé d'hypothèses et d'abstractions pour aboutir à des conclusions valables (M. Pierre-Brossolette); elles comportent aussi des objectifs en matière de balance des paiements sur lesquels les pays peuvent difficilement prendre des engagements très précis (M. Lawson); la négociation ne peut être abordée qu'au niveau des Ministres (MM. Neale, Hankel, Hay), et éventuellement avec plus d'efficacité dès que les estimations seront exprimées sous forme de propositions pour un réajustement des parités (M. Ossola).

21. M. Volcker s'est contenté de quelques commentaires ironiques sur le résultat du débat. Il constate en effet que :

...

- 14 -

- les partenaires des Etats-Unis préfèrent en moyenne une dépréciation effective de leur monnaie à une appréciation, ce qui règle la question d'une hausse éventuelle du prix de l'or.
- certains pays comme le Canada et la Belgique enregistrent et acceptent des excédents courants de l'ordre de \$ 22 milliards et de \$ 53 milliards si l'on les extrapole à l'échelle des Etats-Unis.
- la poursuite généralisée d'excédents courants reflète une tendance systématique à acheter le plein emploi sur le plan interne aux dépens des voisins.
- dans les conditions actuelles, la seule solution consiste à adopter des arrangements monétaires qui reflètent ou sont adaptés aux positions et politiques divergentes.

22. Le Groupe n'a pu - ou n'a pas jugé opportun - d'approfondir les questions suivantes :

- le délai nécessaire pour réaliser le swing et le financement du déficit de la balance des paiements américaine dans la période intérimaire ;
- la continuation d'une certaine accumulation de dollars par les pays qui entretiennent des relations étroites avec les Etats-Unis ou par exemple par les pays producteurs de pétrole ;
- l'environnement conjoncturel international dans lequel l'ajustement devra s'effectuer.

La note du Secrétariat qui contient une appréciation très optimiste des perspectives conjoncturelles n'a pu être discutée par le Groupe. Ceci sera sans doute une des tâches principales du Comité de Politique Economique en novembre prochain.

...

23. Les divergences de vues entre le Secrétariat et plusieurs membres du Groupe sur des questions techniques ont souligné de nouveau la nécessité de contacts préparatoires et plus étroits entre le Secrétariat et les experts nationaux. La majorité des membres n'a pas jugé nécessaire de constituer un sous-groupe de travail et a marqué sa préférence pour des conversations bilatérales entre le Secrétariat et les délégations qui ne peuvent accepter ses estimations.

24. Le Groupe a aussi pris conscience de la nécessité d'informer les pays de l'OCDE - qui ne sont pas membres du Groupe - de ses travaux et a confié cette tâche au Secrétaire Général. Le commerce extérieur de ce groupe de pays représente 15 % de celui de l'OCDE et la charge d'ajustement qui lui est attribuée dans le document du Secrétariat est de \$ 1 milliard. La participation de ce groupe de pays à une discussion sur le réalignement des parités paraît donc pleinement justifiée.

25. La réunion du Groupe a été suivie par celle des Suppléants du Groupe des Dix chargés de "préparer le programme de travail pour les problèmes les plus immédiats". Aucune date n'a été fixée pour la prochaine réunion.

AnnexeGROUPE DE TRAVAIL N°3 DU COMITE DE POLITIQUE ECONOMIQUE
71ème séance - Lundi 18 et mardi 19 octobre 1971

Président : Dr. O. Emminger (Allemagne)

ALLEMAGNE

Dr. W. HANKEL, Bundesministerium für Wirtschaft und Finanzen (Wirtschaft)
Dr. H. HARTIG, Bundesministerium für Wirtschaft und Finanzen (Finanzen)
Dr. W. RIEKE, Deutsche Bundesbank
Dr. ECKERT, Deutsche Bundesbank

CANADA

Mr. S. HANDFIELD-JONES, Department of Finance
Mr. R.W. LAWSON, Bank of Canada
Mr. B. DRABBLE, Bank of Canada
Mr. P. LABERGE, Permanent Delegation to the OECD

ETATS-UNIS

Mr. Paul A. VOLCKER, Under Secretary for Monetary Affairs, Treasury
Governor Dewey DAANE, Federal Reserve Board
Mr. Nathaniel SAMUELS, State Department
Mr. Robert SOLOMON, Federal Reserve Board
Mr. Ezra SOLOMON, Council of Economic Advisers
Mr. F.L. WIDMAN, Treasury
Mr. S.Y. CROSS, Treasury
Mr. W.M. BROWN, Permanent Delegation to the OECD

FRANCE

M. Claude PIERRE-BROSSOLETTE, Ministère de l'Economie et des Finances
M. Bernard CLAPPIER, Sous-Gouverneur de la Banque de France
M. Jacques de LA ROSIERE, Ministère de l'Economie et des Finances
M. Jacques WAHL, Min. Economie et Finances
M. HERNANDEZ, Min. Economie et Finances
M. BAQUIAST, Min. Economie et Finances
M. BERGER, Banque de France

ITALIE

M. S. PALUMBO, Ministère du Trésor
M. R. OSSOLA, Banque d'Italie
M. L. SPAVENTA, Ministère du Budget
M. F. MASERA, Banque d'Italie

JAPON

Mr. Y. KASHIWAGI, Ministry of Finance
Mr. T. HOSOMI, Ministry of Finance
Mr. H. YUKAWA, Bank of Japan
Mr. T. HAYASHI, Ministry of Finance
Mr. M. HATTORI, Bank of Japan
Mr. GYOHTEN, Ministry of Finance
Mr. Y. FUJII, Permanent Delegation to the OECD

- 2 -

PAYS-BAS

Dr. C.J. OORT, Treasury
Dr. G.A. KESSLER, Nederlandsche Bank
M. G. JANSON, Directeur, Banque Nationale de Belgique
M. J. MERTENS de WILMARS, Banque Nationale de Belgique
M. D.H. BOOT, Nederlandsche Bank
M. J. MICHIELSEN, Délégation Permanente de Belgique
près l'OCDE

ROYAUME-UNI

Mr. A. NEALE, H.M. Treasury
Sir Donald MacDOUGALL, H.M. Treasury
Mr. A.H. LOVELL, H.M. Treasury
Mr. R. RAW, Bank of England
Mr. J. MORSE, Bank of England
Mr. KERBYSHIRE, Bank of England

SUEDE

Mr. N. SJONANDER, Under Secretary, Ministry of Finance
Mr. S. JOGE, Deputy Governor, Bank of Sweden
Mr. J. NIPSTAD, Ministry of Finance
Mr. N. USSING, Danish Ministry for Economic Affairs
Mr. J. TVEDT, Bank of Norway

SUISSE

M. A. HAY, Banque Nationale Suisse
M. A. FRINGS, Banque Nationale Suisse à Zürich
M. A. PETER, Service monétaire et économique de l'Administration fédérale des Finances
M. J. ZWAHLEN, Délégation Permanente près l'OCDE

B.R.I.

M. R. LARRE
M. M. GILBERT

F.M.I.

Mr. J.M. FLEMING
Mr. J.P. SALLE
Mr. J.W. CROW
Mr. J.R. ARTUS

C.E.E.

M. U. MOSCA

Secrétariat

M. G. ELDIN, Secrétaire Général Adjoint
M. J.C.R. DOW, Secrétaire Général Suppléant
M. J.D. FAY, Affaires Economiques et Statistiques
M. S.N. MARRIS, Affaires Economiques